

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE CERAMIQUE (113)

Convention collective de travail du 02/07/2019 relative à l'emploi de personnes appartenant aux groupes à risque

ARTICLE 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises qui ressortissent à la Commission paritaire de l'industrie céramique (113), à l'exception des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire des tuileries (113.04). Par "travailleurs" on entend: les ouvriers et ouvrières.

ARTICLE 2

La présente convention collective de travail est conclue en application de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I), spécialement son chapitre VIII, sections 1ère et 2, et, d'autre part, de l'arrêté royal du 19 février 2013 exécutant l'article 189, alinéa 4 de cette même loi.

ARTICLE 3

Il est convenu d'affecter 0,10 p.c. de la masse salariale déclarée à l'Office national de sécurité sociale en 2019 et 0,10 p.c. en 2020 à des actions de formation en faveur de travailleurs ou de chômeurs appartenant aux groupes à risque.

Les employeurs doivent réserver un effort annuel d'au moins 0,05 p.c. de la masse salariale en faveur des personnes appartenant aux groupes cibles suivants:

- 1° Les travailleurs âgés d'au moins 50 ans qui travaillent dans le secteur;
- 2° Les travailleurs âgés d'au moins 40 ans qui travaillent dans le secteur et qui sont menacés par un licenciement:
 - a) Soit qu'il a été mis fin à leur contrat de travail moyennant un préavis et que le délai de préavis est en cours;
 - b) Soit parce qu'ils sont occupés dans une entreprise reconnue comme étant en difficultés ou en restructuration;
 - c) Soit parce qu'ils sont occupés dans une entreprise où un licenciement collectif a été annoncé;

3° Les personnes inoccupées et les personnes qui travaillent depuis moins d'un an et qui étaient inoccupées au moment de leur entrée en service.

Par "personnes inoccupées", on entend:

- a) Les demandeurs d'emploi de longue durée, à savoir les personnes en possession d'une carte de travail visée à l'article 13 de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 de promotion de la mise à l'emploi de demandeurs d'emploi de longue durée;
- b) Les chômeurs indemnisés;
- c) Les demandeurs d'emploi qui sont peu qualifiés ou très peu qualifiés au sens de l'article 24 de la loi du 24 décembre 1999 de promotion de la mise à l'emploi;
- d) Les personnes qui, après une interruption d'au moins 1 année, réintègrent le marché du travail;
- e) Les personnes ayant droit à l'intégration sociale en application de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, les personnes ayant droit à une aide sociale en application de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale;
- f) Les travailleurs qui sont en possession d'une carte de réductions restructurations au sens de l'arrêté royal du 9 mars 2006 relatif à la politique d'activation en cas de restructurations;
- g) Les demandeurs d'emploi d'origine étrangère qui ne possèdent pas la nationalité d'un Etat membre de l'Union européenne ou dont au moins l'un des parents ne possède pas cette nationalité, ou ne la possédait pas au moment de son décès ou dont au moins deux des grands-parents ne possèdent pas cette nationalité ou ne la possédaient pas au moment de leur décès;

4° les personnes avec une aptitude au travail réduite, c'est-à-dire:

- a) Les personnes qui satisfont aux conditions pour être inscrites dans une agence régionale pour les personnes handicapées;
- b) Les personnes avec une inaptitude au travail définitive d'au moins 33 p.c.;
- c) Les personnes qui satisfont aux conditions médicales pour bénéficier d'une allocation de remplacement de revenu ou d'une allocation d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées;
- d) Les personnes qui sont ou étaient occupées comme travailleurs du groupe cible chez un employeur qui tombe dans le champ d'application de la commission paritaire pour les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux, de la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la communauté flamande ou par la commission communautaire flamande et les ateliers sociaux agréés et/ou subsidiés par la communauté flamande, de la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la commission communautaire française, ou de la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la région wallonne et de la communauté germanophone;
- e) La personne handicapée qui ouvre le droit aux allocations familiales majorées sur la base d'une incapacité physique ou mentale de 66 p.c. au moins;
- f) Les personnes qui sont en possession d'une attestation délivrée par la Direction générale Personnes handicapées du Service public fédéral Sécurité sociale pour l'octroi des avantages sociaux et fiscaux;
- g) La personne bénéficiant d'une indemnité d'invalidité ou d'une indemnité pour accident du travail ou maladie professionnelle dans le cadre de programmes de reprise du travail;

- 5° Les jeunes qui n'ont pas encore 26 ans et qui suivent une formation, soit dans un système de formation en alternance, soit dans le cadre d'une formation professionnelle individuelle en entreprise telle que visée par l'article 27, 6°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant la réglementation du chômage, soit dans le cadre d'un stage de transition visé à l'article 36quater du même arrêté royal du 25 novembre 1991.

ARTICLE 4

L'effort visé à l'article 3 doit au moins pour moitié être destiné à des initiatives en faveur d'un ou plusieurs groupes suivants:

- a) Les jeunes visés à l'article 3, 5°;
- b) Les personnes visées à l'article 3, 3°, qui n'ont pas encore atteint l'âge de 26 ans.

ARTICLE 5

En 2019 et 2020, les entreprises qui ressortissent à la Commission paritaire de l'industrie céramique consacrent au moins 0,10 p.c. par an de la masse salariale déclarée à l'Office national de sécurité sociale à des initiatives de formation et d'emploi.

ARTICLE 6

Conformément à l'article 18 de la CCT 24/5/1995 (numéro d'enregistrement 47238/co/113), L'Office National de Sécurité Sociale perçoit les cotisations et les reverse à un fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds de sécurité d'existence de l'industrie céramique".

Le Fonds de sécurité d'existence de l'industrie céramique gère et utilise la cotisation pour la formation spécifique aux "métiers de la céramique", d'après décision du conseil d'administration dudit fonds.

ARTICLE 7

En contrepartie de l'exécution de la présente convention, les parties demandent que le Ministre de l'Emploi consente à exonérer le secteur de la cotisation de 0,10 p.c. en 2019 et de 0,10 p.c. en 2020, à verser à l'Office national de sécurité sociale pour les groupes à risque pour ces mêmes années.

ARTICLE 8

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2019 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2020.

PARITAIR COMITÉ VOOR HET CERAMIEKBEDRIJF (113)

Collectieve arbeidsovereenkomst van 02/07/2019 betreffende de tewerkstelling van personen behorend tot de risicogroepen

ARTIKEL 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers van de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor het ceramiekbedrijf ressorteren (113), met uitzondering van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de pannenbakkerijen (113.04).

Met "werknemers" worden de werklieden en de werksters bedoeld.

ARTIKEL 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten, enerzijds in toepassing van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I), inzonderheid hoofdstuk VIII, afdelingen 1 en 2, anderzijds het koninklijk besluit van 19 februari 2013 tot uitvoering van het artikel 189, 4^{de} alinea van dezelfde wet.

ARTIKEL 3

Er wordt overeengekomen om 0,10 pct. van de aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid aangegeven loonsom in 2019 en 0,10 pct. ervan in 2020 aan te wenden voor opleidingsacties ten voordele van werknemers of werklozen die behoren tot de risicogroepen.

De werkgevers moeten een jaarlijkse inspanning van tenminste 0,05 pct. van de loonmasse reserveren ten voordele van de personen die tot de volgende doelgroepen behoren:

- 1° De werknemers van minstens 50 jaar oud die in de sector werken;
- 2° De werknemers van minstens 40 jaar die in de sector werken en die bedreigd zijn met ontslag:
 - a) hetzij doordat hun arbeidsovereenkomst werd opgezegd en de opzeggingstermijn loopt;
 - b) hetzij doordat zij tewerkgesteld zijn in een onderneming die erkend is als onderneming in moeilijkheden of in restructurering;
 - c) hetzij doordat zij tewerkgesteld zijn in een onderneming waar een collectief ontslag is aangekondigd;
- 3° Niet-werkenden en personen die sinds minder dan een jaar werken en niet-werkend waren op het ogenblik van hun indiensttreding.

Onder "niet-werkenden" wordt verstaan:

- a) langdurig werkzoekenden, zijnde de personen in het bezit zijn van een werkkaart, bedoeld in artikel 13 van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot bevordering van de tewerkstelling van langdurig werkzoekenden;
- b) uitkeringsgerechtigde werklozen ;
- c) werkzoekenden die laaggeschoold of erg laaggeschoold zijn in de zin van artikel 24 van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de tewerkstelling;
- d) herintreders; zijnde de personen die zich na een onderbreking van minstens 1 jaar terug op de arbeidsmarkt begeven;
- e) personen die gerechtigd zijn op de maatschappelijke integratie in toepassing van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, personen die gerechtigd zijn op maatschappelijke hulp in toepassing van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijke welzijn;
- f) werknemers die in het bezit zijn van een verminderingskaart herstructurerings in de zin van het koninklijk besluit van 9 maart 2006 betreffende het activerend beleid bij herstructurerings;
- g) werkzoekenden van allochtone afkomst die niet de nationaliteit van een lidstaat van de Europese Unie bezitten, of van wie minstens één van de ouders deze nationaliteit niet bezit of niet bezat bij overlijden of van wie minstens twee van de grootouders deze nationaliteit niet bezitten of bezaten bij overlijden;

4° De personen met een verminderde arbeidsgeschiktheid, namelijk:

- a) de personen die voldoen aan de voorwaarden om ingeschreven te worden in een regionaal agentschap voor personen met een handicap;
- b) de personen met een definitieve arbeidsongeschiktheid van minstens 33 pct.;
- c) de personen die voldoen aan de medische voorwaarden om recht te hebben op een inkomensvervangende of een integratietegemoetkoming ingevolge de wet van 27 februari 1987 op de tegemoetkomingen aan personen met een handicap;
- d) de personen die als doelgroepwerknemer tewerkgesteld zijn of waren bij een werkgever die valt onder het toepassingsgebied van het Paritair Comité voor de beschutte en sociale werkplaatsen, van het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Vlaamse gemeenschap of door de Vlaamse gemeenschapscommissie en de sociale werkplaatsen erkend en/of gesubsidieerd door de Vlaamse gemeenschap, van het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse gemeenschapscommissie, of van het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen van het Waalse gewest en van de Duitstalige gemeenschap;
- e) de gehandicapte die het recht op verhoogde kinderbijslag opent op basis van een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van minstens 66 pct.;
- f) de personen die in het bezit zijn van een attest afgeleverd door de Algemene Directie Personen met een Handicap van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid voor het verstrekken van sociale en fiscale voordelen;
- g) de persoon met een invaliditeitsuitkering of een uitkering voor arbeidsongevallen of beroepsziekten in het kader van programma's tot werkhervatting;

- 5° De jongeren die nog geen 26 jaar oud zijn en opgeleid worden, hetzij in een stelstel van alternerend leren, hetzij in het kader van een individuele beroepsopleiding in een onderneming, bedoeld in artikel 27, 6° van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, hetzij in het kader van een instapstage, bedoeld in artikel 36quater van hetzelfde koninklijk besluit van 25 november 1991.

ARTIKEL 4

Van de in artikel 3 bedoelde inspanning moet minstens de helft besteed worden aan initiatieven ten voordele van een of meerdere van de volgende groepen:

- a) de in artikel 3, 5° bedoelde jongeren;
- b) de in artikel 3, 3° bedoelde personen, die nog geen 26 jaar oud zijn.

ARTIKEL 5

In 2019 en 2020 zullen de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor ceramiekbedrijf ressorteren tenminste 0,10 pct. per jaar besteden van de loonsom aangegeven aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, aan initiatieven voor vorming en tewerkstelling.

ARTIKEL 6

In overeenstemming met artikel 18 van de CAO 24/5/1995 (registratienummer 47238/co/113), int de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid de bijdragen en draagt de dienst deze over aan een fonds voor bestaanszekerheid genaamd "Fonds voor bestaanszekerheid van het ceramiekbedrijf".

De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid beheert en gebruikt de bijdrage voor specifieke vorming bij "ceramiekwerken", volgens een beslissing van de beheerraad van dit fonds.

ARTIKEL 7

Ter compensatie van de uitvoering van deze overeenkomst vragen de partijen aan de Minister van Werk een vrijstelling voor de sector van de bijdragen van 0,10 pct. in 2019 en van 0,10 pct. in 2020 die voor dezelfde jaren aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid moeten worden gestort voor de risicogroepen.

ARTIKEL 8

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2019 en treedt buiten werking op 31 december 2020.